

REVUE DE PRESSE

9 mai 2024

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias* sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

influence

Plus du quart des élèves ont échoué à l'épreuve de lecture

La pandémie a pu causer cette baisse à l'examen ministérielle de 4^e année

Plus du quart des élèves de quatrième année ont échoué à l'épreuve ministérielle de fin d'année en lecture, ce qui représente une augmentation importante du taux d'échec qui pourrait être attribuable à la pandémie, selon une experte.

DAPHNÉE DION-VIENS
Le Journal de Québec

En juin 2023, 73,9 % des élèves ont réussi cet examen, soit le résultat le plus bas depuis au moins 2018, et de loin (*voir tableau*).

En 2022, le taux de réussite se situait à 86,3 %, par exemple.

Il s'agit d'une diminution qui ne surprend toutefois pas Isabelle Montésinos-Gelet, professeure à l'Université de Montréal qui se spécialise dans l'enseignement de la lecture et de l'écriture au primaire.

« Les enseignants dans les milieux constatent qu'il y a eu une baisse extrêmement importante des résultats des élèves de 4^e année avant la pandémie et après la pandémie », affirme-t-elle. Ces élèves étaient en première année lors du premier confinement survenu au printemps 2020, « au tout début de l'appropriation de la lecture et de l'écriture », souligne-t-elle.

Or pour devenir un lecteur efficace, il faut automatiser le processus de lecture, ce qui ne peut se faire qu'en lisant quotidiennement, de façon intensive.

« C'est colossal comme différence, alors ça montre tout simplement que pour beaucoup d'enfants, ils n'ont pas eu de contact suffisant avec la lecture au début de l'apprentissage de sorte qu'ils n'ont pas automatisé ce processus », explique-t-elle.

PÉRIODE CHARNIÈRE

Les deux premières années du primaire

sont une période charnière pour l'apprentissage de la lecture, ajoute-t-elle.

C'est d'ailleurs ce qui pourrait expliquer pourquoi aucune dégringolade n'est observée chez les élèves de sixième année en lecture.

Leur taux de réussite à l'épreuve ministérielle avait diminué après la pandémie (en 2022 comparé à 2019) mais il a remonté en juin 2023 pour se situer maintenant à 89,4 %.

PAS DE BAISSÉ SIMILAIRE EN ÉCRITURE

En écriture, la situation est toutefois différente : après avoir baissé en 2022, le taux de réussite est reparti à la hausse l'an dernier (*voir tableau*).

Il peut s'agir d'une situation étonnante, puisque les résultats en lecture et en écriture vont habituellement de pair, souligne M^{me} Montésinos-Gelet.

Les efforts déployés par de nombreux enseignants au cours des dernières années, par le biais notamment d'ateliers d'écriture, pourraient expliquer la situation, avance-t-elle.

Reste maintenant à voir si les élèves qui étaient en quatrième année, en juin 2023, parviendront à rattraper leur retard en lecture.

C'est possible, à condition de miser sur la lecture de façon très fréquente en classe, affirme cette experte.

En quelques chiffres

Taux de réussite à l'épreuve ministérielle de 4 ^e année* en	Taux de réussite à l'épreuve ministérielle d'4 ^e année en
2018 : 82,3 %	2018 : 88,1 %
2019 : 80,6 %	2019 : 89,2 %
2022 : 86,3 %	2022 : 85,9 %
2023 : 73,2 %	2023 : 87,0 %

*Pour les années 2020 et 2021, les examens ministériels ont été annulés en raison de la pandémie.

SOURCE : MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION





Lion Électrique

Les coffres sont presque à sec

Les coffres continuent à se vider et sont presque à sec chez Lion Électrique, qui voit également le spectre du remboursement de sa dette apparaître dans son rétroviseur.

JULIEN ARSENAULT

La Presse

Toujours sous pression financière, le constructeur d'autobus et de camions électriques doit refinancer des tranches de dettes totalisant 30 millions US alors qu'il compte toujours ses sous. Ces thèmes ont été au cœur des questions des analystes, mercredi, à l'occasion de la publication du dévoilement des résultats du premier trimestre ayant pris fin le 31 mars – où l'entreprise québécoise a creusé sa perte.

Au 31 mars, il ne restait que 5 millions US dans les réserves de Lion, ce qui représente une diminution de 25 millions US par rapport au trimestre précédent. Lion peut obtenir 26 millions US de plus par l'entremise de sa facilité de crédit.

« Je n'entrerai pas dans les prévisions [sur les liquidités] », s'est limité à dire le chef de la direction financière, Richard Coulombe, au cours d'une conférence téléphonique, en réponse à l'une des questions sur le sujet. « Nos niveaux du 30 avril sont plus ou moins identiques à ceux du mois de mars. »

L'entreprise n'a pas encore récolté tous les fruits des décisions difficiles prises ces derniers mois, principalement des réductions d'effectifs et la mise en place d'un régime minceur pour réduire ses dépenses.

Des emprunts à rembourser

À l'horizon pointent maintenant des échéances de remboursement ou de refinancement.

Un prêt de 22 millions contracté auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) et Finalta Capital, qui porte intérêt à près de 11 %, vient à échéance en novembre prochain. Une facilité de crédit de 5 millions US obtenue auprès de la Banque Nationale doit aussi être remboursée. La dette à long terme de la société avoisine 258 millions US.

Pour y arriver tout en renflouant ses coffres, Lion mise essentiellement sur la réduction de ses dépenses

d'investissement, les subventions offertes des deux côtés de la frontière pour favoriser les ventes d'autobus et de camions électriques, et la baisse du niveau de ses stocks. Ces derniers ont fléchi de 12 millions US au premier trimestre, mais totalisent encore 237 millions US, l'équivalent de presque toutes ses ventes de 2023 (253 millions US). À la fin de l'année, le constructeur s'attend à ce que la diminution des stocks oscille entre 50 et 75 millions US.

Les compressions des derniers mois devraient se traduire par des économies annuelles d'environ 40 millions US, selon Lion.

De plus, en 2024, les dépenses d'investissement du constructeur devraient osciller aux alentours de 5 millions US – deux fois moins que la cible précédente. Les usines de Joliet, dans l'Illinois, et de Mirabel (batteries) sont maintenant achevées.

« Le premier trimestre a été le premier depuis les dernières années où nous n'avons enregistré pratiquement aucun investissement en capital », a fait remarquer le fondateur et chef de la direction de Lion, Marc Bédard.

Lion a aussi reçu une bonne nouvelle dans le marché canadien. Une commande de 200 autobus d'écoliers a finalement reçu le financement du Fonds pour le transport en commun à zéro émission (FTCZE) d'Infrastructure Canada – un programme qui peut couvrir jusqu'à 50 % des coûts d'acquisition. Lion a déjà livré 50 unités à son client, Lang Bus, pendant le premier trimestre. La moitié du carnet de commandes de Lion dépend du FTCZE. L'entreprise a déjà critiqué les longs délais de traitement du programme.

À reculons

Les réponses de la direction de Lion n'ont pas été suffisantes pour rassurer les investisseurs ainsi que les

analystes financiers. À la Bourse de Toronto, à la fermeture, l'action de Lion abandonnait 8,4 %, ou 12 cents, pour se négocier à 1,31 \$.

« Lion semble très optimiste à l'égard de ses liquidités », explique Raphaël Duguay, professeur de comptabilité à l'Université Yale, après avoir examiné les données financières. « La question des subventions qui se font attendre, la compagnie ne contrôle pas cet élément. »

L'ARGENT PUBLIC DANS LION ÉLECTRIQUE

- 2008-2021 : 7 millions en subventions du gouvernement du Québec pour la recherche et développement
- 2021 : 19 millions d'Investissement Québec (IQ) pour l'achat d'actions
- 2021 : 100 millions en prêts de Québec et d'Ottawa
- 2022 : 15 millions en prêts de la Caisse de dépôt et placement du Québec
- 2023 : 98 millions prêtés par IQ et le Fonds de solidarité FTQ

Certains analystes financiers qui suivent les activités de Lion sont du même avis que M. Duguay. Dans des

rapports distincts, Benoit Poirier, de Valeurs mobilières Desjardins, et Rupert Merer, de la Financière Banque Nationale, soulèvent chacun des inquiétudes à l'égard de l'état des liquidités du constructeur québécois.

« En raison du risque élevé entourant les liquidités et les délais concernant le FTCZE, nous faisons passer notre recommandation à [vendre] », écrit M. Merer, dans une note envoyée à ses clients.

Dans un rapport publié le mois dernier, Kevin Chiang, de Marchés mondiaux CIBC, estimait que Lion disposait de liquidités suffisantes pour couvrir de cinq à sept trimestres d'activité.

EN SAVOIR PLUS

- **370**

Mises à pied et licenciements effectués par Lion depuis l'automne dernier

SOURCE : LION ÉLECTRIQUE

1500 personnes

Effectif actuel de l'entreprise

SOURCE : LION ÉLECTRIQUE

Lion Électrique au premier trimestre

En dollars américains

	2024	2023
Revenus	55,5 millions	55 millions
Perte brute	-11 millions	-2,3 millions
Perte nette	-21,7 millions	-15,6 millions
Livraisons	196 véhicules	220 véhicules

ICI  RADIO-CANADA

Des élèves de l'école Sainte-Lucie découvrent le piano

RADIO-CANADA

Cette année, cinq élèves de l'école Sainte-Lucie ont eu la chance de découvrir en profondeur l'univers du piano. Ils ont présenté mardi leur concert de fin d'année en collaboration avec le Conservatoire de musique de Val-d'Or.

C'est madame Ékatérina Mikhaylova-Tremblay qui est la professeure attitrée du Conservatoire et qui vient enseigner à nos élèves sur l'heure du dîner, explique la professeure de musique à l'école Sainte-Lucie, Guylaine Collin.

Le projet permet à des élèves qui n'ont pas la chance de suivre des cours à l'extérieur des murs de l'école de prendre des cours de qualité ici à l'école avec un bon professeur, affirme Guylaine Collin.

J'enseigne le piano en profondeur pour montrer aux élèves inscrits comment ça va être s'ils décident d'étudier au conservatoire, explique la pianiste Ékatérina Mikhaylova-Tremblay.

Ce sont 20 pianos qui sont disponibles pour les élèves de l'école Sainte-Lucie.

On est une des écoles les plus rares au Québec à avoir cet instrument-là [dans nos classes].

- Guylaine Collin, professeure de musique

Depuis six ans, le projet a permis à près de 50 élèves d'explorer le piano. On donne l'occasion aux élèves d'être introduit à l'éducation professionnelle, affirme Ékatérina Mikhaylova-Tremblay en ajoutant que c'est une porte qui s'ouvre pour les élèves vers le monde de la musique.



Des CSS de la Côte-Nord n'ont aucune donnée sur la dépendance aux drogues chez les élèves

PAUL FONTAINE

Des centres de services scolaires (CSS) de la Côte-Nord adhèrent au programme provincial de prévention des dépendances mais n'ont pas de données pour en mesurer l'efficacité. C'est le cas des CSS du Fer et de l'Estuaire, où on estime toutefois que la consommation de drogue n'augmente pas dans leurs écoles secondaires.

Ce ne sont pas des données qui sont compilées, a convenu la directrice générale du CSS de l'Estuaire, Nadine Desrosiers, au microphone de l'émission *Boréale 138*. Au pifomètre, quand je suis sur le terrain, on voit que les élèves sont bien à l'école, qu'ils se sentent en sécurité.

Je ne suis pas en mesure de vous donner des statistiques, a ajouté le directeur général du CSS du Fer, Richard Poirier. Néanmoins, selon les informations dont on dispose, le phénomène ne prend pas d'ampleur non plus. Et on demeure à l'affût pour offrir un milieu sain à nos élèves.

Malgré l'absence de données, plusieurs initiatives sont en place sur la Côte-Nord pour prévenir les dépendances. Grâce à un financement de Québec, des intervenants psychosociaux offrent des ateliers de prévention et de sensibilisation dans les huit écoles secondaires de ces deux CSS.

Quand la consommation devient problématique, il est tard pour intervenir. Si on peut intervenir en amont et prévenir, c'est encore plus bénéfique.

- Richard Poirier, directeur général du CSS du Fer

Selon M. Poirier, le CSS du Fer collabore aussi avec le CISSS de la Côte-Nord et avec l'Institut d'enseignement de Sept-Îles pour offrir des ressources en prévention des dépendances et pour rencontrer les jeunes.

Les deux directeurs généraux constatent les effets positifs de ces mesures, notamment sur le taux

d'inscription aux activités parascolaires, en hausse depuis quelques années.

On a beaucoup d'équipes sportives, d'activités culturelles, toutes sortes d'activités. Et les jeunes participent énormément. Mais les jeunes, quand ils ne sont pas bien, ils ne restent pas à l'école pour ces activités-là.

- Nadine Desrosiers, directrice générale du CSS de l'Estuaire

Oui, on a de plus en plus de jeunes inscrits dans les activités parascolaires. Quand nos jeunes sont dans ces activités, on sait qu'ils [adoptent] de saines habitudes de vie, souligne pour sa part Richard Poirier.

Plus tôt cette semaine, Radio-Canada rapportait qu'une école secondaire sur cinq au Québec ne participe pas au programme provincial mis en œuvre en 2019.

Nous, on avait la chance d'avoir du personnel qui n'était pas à temps plein, ce qui nous permettait d'augmenter le nombre d'heures et de créer des postes à temps complet, explique Nadine Desrosiers.

Le CSS de la Moyenne-Côte-Nord adhère lui aussi au programme. Un intervenant travaille à l'école secondaire Monseigneur-Labrie à Havre-Saint-Pierre. Toutefois, aucun intervenant n'est posté à l'école Roger-Martineau à Natashquan, où seules les années du secondaire 1 à 3 sont offertes.

ICI  RADIO-CANADA

Alcool et drogues : la pièce de théâtre *IMPACT* de retour dans les écoles de la Côte-Nord

CATHERINE GOSSELIN

Les élèves de quatrième et cinquième secondaire de la Polyvalente des Berges, aux Bergeronnes et de la Polyvalente des Rivières, à Forestville, ont eu l'occasion d'assister à la pièce de théâtre *IMPACT*. Présentée par la Sûreté du Québec (SQ), elle vise à sensibiliser les jeunes aux dangers de l'alcool et des drogues au volant.

Les étudiants, bientôt en âge de conduire, ont assisté à la simulation d'un accident de voiture. La pièce met en scène des adolescents en plus de permettre à des médecins, des infirmiers et des policiers d'incarner leurs propres rôles.

Ça débute à un rassemblement de jeunes qui se termine avec un accident qui cause la mort et des blessés graves. Ensuite, on voit l'arrestation, le travail des professionnels de la santé, les procédures judiciaires et les conséquences d'un tel événement sur les gens, explique la sergente et coordonnatrice régionale en police communautaire, Stéphanie Paquet.

Elle ajoute que la pièce a un effet choc sur les adolescents.

Les jeunes restent surpris, ça vient les chercher.

- Stéphanie Paquet, sergente et coordonnatrice régionale en police communautaire

C'était quand même très réaliste au niveau du maquillage, des acteurs et tout ça. On voit les gens qui crient, on se croirait vraiment dans une vraie scène, un vrai moment, souligne-t-elle.

En plus de la pièce, les jeunes du secondaire ont aussi eu l'occasion d'en apprendre davantage sur les conséquences que peuvent entraîner des comportements à risques avec différents intervenants du milieu, dont une responsable des relations avec le milieu pour la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ).

Un retour sur la Côte-Nord

La dernière présentation du projet *IMPACT* sur la Côte-Nord avait eu lieu en 2019 à Baie-Comeau. Cinq ans après le dernier levé du rideau dans la région, le retour de la pièce dans les écoles tombe à point.

Les avant-bals, les après-bals et les bals arrivent, donc c'est une très bonne période pour faire cette sensibilisation-là auprès de nos jeunes, c'est important, c'est la relève, soutient Stéphanie Paquet.

Elle précise que la présentation de la pièce a un effet significatif sur le terrain. Selon la sergente et coordonnatrice régionale en police communautaire, les jeunes auraient désormais davantage le réflexe de nommer un chauffeur désigné pour assurer le retour à la maison.

Fillactive : pour le plaisir de bouger, tout simplement

Gabriel Duhamel

« Pour cette fois, je voulais être active. Habituellement, je ne cours pas, mais là, je voulais m'intégrer et voir comment c'était, les Fillactive », a lancé avec enthousiasme Raffi, au milieu de son groupe d'amies, toutes prêtes à affronter les intempéries pour un événement sportif bon enfant.

Depuis 17 ans, c'est cette graine que tente de semer Fillactive dans la tête des adolescentes québécoises. Mercredi, le mouvement a tenu son événement phare annuel, au parc Maisonneuve. Plus de 4200 élèves de plus d'une centaine d'écoles secondaires étaient réunies afin de prendre le départ de courses de 2,5 km, 5 km ou 10 km, à la guise de chacune. Pour le reste de la journée, des kiosques ont été installés partout dans le parc afin de permettre aux participantes de s'initier à la pratique de 18 sports. L'objectif : accroître l'importance du sport et de l'activité physique chez les filles de 12 à 17 ans.

Près de l'entrée du site, Annie Guglia prodigue ses conseils de planche à roulettes à une adolescente. Guglia, planchiste qui a participé aux Jeux de Tokyo en 2021, est marraine de l'événement pour une deuxième année de suite.

« L'année passée, c'était ma première fois et quand je suis arrivée, j'ai vu des milliers de filles faire du sport ensemble et ça m'a ému, raconte-t-elle au micro de Radio-Canada Sports. J'aurais aimé ça, avoir ça quand j'étais jeune. Peut-être que ça existait, mais je ne connaissais pas ça. Je veux soutenir. Je trouve ça vraiment cool. »

En fait, Guglia avait 16 ans lorsque Fillactive a vu le jour grâce à Claudine Labelle. La fondatrice croyait alors répondre à un besoin très ciblé, mais qui n'était pas forcément d'actualité à l'époque. De quelques dizaines de participantes à ses débuts, l'événement principal attire maintenant des milliers de personnes, année après année.

Je vois ça d'un bon œil, mais il y a encore beaucoup de travail à faire pour amener ça au même niveau que les garçons à cet âge-là, a souligné Labelle.

C'est important de briser le stéréotype que le sport, c'est juste pour les gars, ajoute Guglia.

L'équité complète n'est peut-être pas atteinte à cet égard, mais la tendance est encourageante. Une étude menée par Fillactive de 2018 à 2023 en collaboration avec l'Université de Montréal et le soutien de l'Agence de santé publique du Canada a révélé que 32 % des filles adhérant à leur programme augmentaient leur niveau d'activité physique, par rapport à 7 % qui le diminuaient. En moyenne, elles atteignent la recommandation de 60 minutes d'activité physique quotidienne 30 fois de plus par année.

On voit qu'avec notre approche, elles apprennent à se trouver bonnes, elles découvrent de nouvelles activités et elles en font plus, indique l'experte de l'activité physique chez les filles à Fillactive, Geneviève Leduc, qui a supervisé l'enquête.

Il faut réfléchir au contexte dans lequel on offre le sport et l'activité physique, ajoute-t-elle. On sait que plusieurs filles abandonnent, car elles détestent la compétition qui semble toujours venir de pair avec l'activité physique. Il faut leur offrir un contexte sans compétition.

Conséquemment, à bas les chronos. Aucun temps n'a été compilé lors des courses de mercredi. Pour Claudine Labelle, la seule donnée qui importe est le nombre de jeunes filles touchées par l'événement. Trois cents écoles secondaires, environ la moitié des établissements québécois, sont associées à Fillactive. La prochaine visée : 400 écoles.

Et pour ce qui est du moins quantifiable, c'est le plaisir et la participation de chacun qui compte. À voir Raffi et ses amies, on réalise rapidement que c'est mission accomplie.

Québec a une solution pour réduire le coût de construction des infrastructures

Le projet de loi du ministre Jonatan Julien comporte quatre grands axes qui changeront notamment le mode d'attribution des contrats pour miser davantage sur des partenariats avec l'industrie.

Véronique Prince

Québec veut inclure davantage les entrepreneurs dans sa planification de projets d'infrastructures publiques, comme les écoles, les hôpitaux ou les grands travaux routiers. Grâce à cette approche collaborative, le ministre responsable des Infrastructures Jonatan Julien estime pouvoir réduire les délais de construction de 25 % et diminuer les coûts de 15 %.

Je dirais qu'on n'est pas la fonction publique la plus agile actuellement! Les entreprises privées, quand elles font affaire avec le gouvernement, trouvent que c'est lourd, qu'on ne paye pas assez rapidement, que c'est beaucoup en mode de confrontation, nous explique-t-il. Son projet de loi, déposé plus tard cette semaine, vise à mettre en place une stratégie qui comporte quatre grands axes afin de changer notamment le mode d'attribution des contrats pour miser davantage sur des partenariats avec l'industrie.

Avec cette nouvelle approche collaborative au moment de lancer des projets, on met à contribution l'expertise de l'entrepreneur et des professionnels. Il faut profiter de leur expérience. Dès l'idéation du projet, on convient de ce qu'on va faire ensemble. On peut même partager les risques. Une partie des profits de l'entrepreneur peut être mise à contribution pour le motiver, contrairement au mode traditionnel où on a déjà un concept préétabli et où on lui dit habituellement : "tu nous fais ça!". Ainsi, le ministre est convaincu d'augmenter considérablement la concurrence.

M. Julien veut impliquer les entreprises dans la conception, la détermination des besoins et le type de matériaux à sélectionner. Une mini-révolution, selon lui, puisque l'approche traditionnelle impose un carcan aux entrepreneurs qui doivent se plier aux contraintes du projet et assumer des risques qui influencent leur financement. Cette façon de faire nécessite des reins financiers tellement solides que plusieurs entreprises

renoncent à soumissionner sur des projets, ce qui réduit la concurrence et fait augmenter les coûts.

Avec la nouvelle approche du gouvernement, on comprend que la règle exigeant de choisir le plus bas soumissionnaire ne s'appliquera plus systématiquement. Ce sera le bon mode d'attribution de contrats, pour le bon projet, résume le ministre.

Mesurer la capacité régionale à mener des projets

De plus, Québec veut désormais évaluer la capacité régionale avant de donner le feu vert à la construction de projets, jugeant que trop de ministères travaillent en silo ou de manière sectorielle.

Par exemple, certaines régions du Québec n'ont pas suffisamment de main-d'œuvre, de ressources ou d'entreprises locales pour construire une école, une maison des aînés et une route en même temps. La concurrence n'est pas assez forte et la surchauffe du marché fait augmenter les coûts.

En préparation de sa nouvelle stratégie des infrastructures, le gouvernement a évalué la capacité de construction de chacune des régions au cours de la dernière année, afin d'avoir un portrait plus juste de la situation partout sur le territoire.

En tant que ministre responsable des Infrastructures, comme une tour de contrôle, je vais avoir une vue d'ensemble et aviser mes collègues. Je pourrai leur dire : cette région-là n'a pas de capacité, ou a moins de capacité, ou a juste assez de capacité, pour faire deux des trois projets en même temps. Donc, peut-être qu'on gagnerait à prendre un projet et à le faire ailleurs, indique Jonatan Julien.

Recourir à la préfabrication

Québec veut aussi favoriser davantage la préfabrication dans les projets d'infrastructures publiques « afin d'optimiser la planification et décentraliser les chantiers ».

Le ministre Jonatan Julien donne l'exemple d'une douzaine d'écoles semblables à construire au Québec. En ayant recours à la préfabrication de certains modules des écoles, comme des blocs sanitaires, il est convaincu de réduire les coûts grâce à la standardisation. Avec un seul dossier d'affaires, on réduit aussi les délais, dit-il. Sa nouvelle stratégie vise donc à encourager la gestion par programmes de projets, lorsque cela est possible.

Enfin, le gouvernement Legault souhaite élaborer éventuellement de nouveaux modes de paiement pour que les entrepreneurs bénéficient de règlements plus rapides et aient envie de faire affaire avec le gouvernement.

Le ministre Jonatan Julien convient que l'appareil administratif doit être plus efficace dans la construction et la gestion de projets étant donné les besoins importants des prochaines années.

Non seulement il faut assurer un maintien des actifs et rénover les nombreuses infrastructures vétustes, mais Québec a aussi identifié des besoins importants liés au vieillissement de la population et à l'augmentation de l'immigration, nécessitant la construction de nouvelles écoles, des maisons des aînés et des hôpitaux.

Le Plan québécois des Infrastructures (PQI) prévoit actuellement des investissements de près de 153 milliards de dollars pour les dix prochaines années.



Le projet de loi du ministre Jonatan Julien comporte quatre grands axes qui changeront notamment le mode d'attribution des contrats en

Balancing social media and kids' education

Big Tech must be held accountable, say *Maxine Iannuccilli and Azfar Adib*.

Last month, the Ontario government announced a cellphone and social media ban in the province's schools. This came after a lawsuit by Ontario school boards against social media platforms, claiming they exacerbate children's mental-health issues while precipitating a learning crisis. These actions bring into sharp focus the intricate interplay between societal challenges and technological advancements.

Social media platforms like TikTok, Snapchat and Meta, driven by sophisticated artificial intelligence algorithms, wield significant influence over the cognitive and emotional development of young minds, often perpetuating harmful biases and stereotypes in the process, experiments have shown. As our education systems confront the repercussions of social media's negative effects on children's mental health and academic performance, it becomes increasingly imperative to confront the parallel challenges posed by biased AI systems.

The educational ramifications of social media influence are manifold and far-reaching. The platforms are being called upon to own responsibility for protecting youth against the potential harmful effects of excessive social media use — the likeli-

hood of decreased academic performance, heightened levels of anxiety, depression and social isolation. Moreover, the prevalence of cyberbullying and online harassment further compounds the challenges educators and parents face in safeguarding children's well-being in an increasingly digitized world.

Against this backdrop, the lawsuit four school boards filed in March represents a watershed moment in Canada in the discourse surrounding digital responsibility and accountability. (U.S. school boards have filed similar suits.) By holding tech giants accountable for the adverse effects of their platforms on children, education systems are not only seeking restitution but also advocating for systemic change. The algorithmic mechanisms that underpin social platforms' operations and the opaque nature of algorithmic decision-making further complicate efforts to address these issues.

An alarming aspect of such operations is the collection, storage and commercial usage of children's personal data by Big Tech platforms, often in violation of the law. For example, last year Microsoft agreed to a US\$20-million settlement with the U.S. Federal Trade Commission following charges it illegally

collected personal information from children without their parents' consent.

In theory, there is a minimum age limit for use of most social media (generally 13 years old), but it is hardly enforced in practice. This could be changing, however. Last summer, France passed a bill requiring parental consent for under-15s on social media. In Canada, opinions on age limits differ.

Ontario's latest policy builds on a 2019 ban on cellphones in classrooms, which some studies suggest school boards were inconsistent in implementing. Quebec similarly forbade cellphone use by students in classrooms. Premier François Legault recently acknowledged the issue of young people's overexposure to screens, but said it's up to parents to limit their kids' time on digital devices.

The federal government in February introduced the highly anticipated online harms legislation, Bill C-63. This legislation would seek to ensure accountability of online platforms. However, to ensure adequate protection of minors, this bill needs to define and enforce minimum standards for the Big Tech platforms in terms of content accessibility, users' privacy and data security.

But it's important to emphasize it's not all doom

and gloom. The intersection of social media and AI presents opportunities for positive social change. Any new industry goes through a phase of growth and maturity. We are but 20 years into unregulated and uncontrolled growth in the use of social media. We can, and should, now expect platforms to be more accountable and considerate about the well-being of their users.

While algorithms pose significant risks for validating and reinforcing existing societal biases, AI technologies also hold the potential to mitigate and counteract these biases through proactive interventions and algorithmic audits. By harnessing the power of AI, movements like AI for Social Good can pave the way for a more equitable and inclusive future, both in education and technology.

Through collective action, advocacy and innovation, we can empower young people to navigate the digital landscape responsibly, fostering a culture of positive change.

Maxine Iannuccilli and Azfar Adib are PhD candidates and public scholars at Concordia University.



LEDEVOIR

Il y a d'autres façon d'insuffler de l'espoir à l'école québécoise

David Bowles

L'auteur est président de la Fédération des établissements d'enseignement privés.

À la lecture du texte « Insuffler de l'espoir à l'école québécoise » publié dans Le Devoir et signé par une trentaine de présidents des défuntes commissions scolaires francophones, certaines observations s'imposent.

Tout d'abord, on doit rappeler que les écoles privées du Québec partagent le même objectif et la même mission que l'ensemble du réseau scolaire, soit d'assurer le bien-être et la réussite des élèves québécois pour qu'ils puissent contribuer à relever les défis de leur génération. Nous désirons être complémentaires aux écoles publiques et partager les meilleures pratiques de tous les milieux pour tirer l'ensemble du système scolaire vers le haut.

Ensuite, l'école privée subventionnée n'est pas une dépense additionnelle pour l'État. Au contraire, les montants payés par les parents pour l'éducation de leur enfant représentent des économies importantes pour le gouvernement du Québec, qui dispose ainsi de plus de moyens pour soutenir les écoles publiques.

La principale différence sur le plan de la gestion de nos écoles, c'est que l'école privée est autonome et peut déterminer la façon de structurer ses services aux élèves et de dépenser son budget. Ainsi, si une école observe qu'elle a davantage d'élèves ayant des difficultés en français, elle peut embaucher un orthopédagogue, organiser de l'aide par les pairs ou encore des périodes de récupération avec un enseignant, selon ce qui est le mieux adapté à ses élèves.

Ajoutons que les écoles privées sont des organismes sans but lucratif (OSBL) : tout l'argent que reçoivent ces écoles est consacré à leur mission éducative. De plus, plusieurs d'entre elles ont hérité de bâtiments patrimoniaux ou à caractère patrimonial, et elles déploient des efforts gigantesques pour préserver ce patrimoine bâti. En favorisant l'ouverture à leur communauté pour des activités sportives, culturelles et des camps de jour, ces écoles contribuent à garder ce patrimoine bien vivant et à en faire profiter les citoyens de leur municipalité.

Par ailleurs, si l'existence d'écoles privées était la source des problèmes de l'école publique, on observerait de bien meilleurs résultats dans les écoles publiques des régions où l'on trouve peu ou pas d'écoles privées subventionnées. Or, ce n'est pas du tout le cas. On ne peut attribuer la responsabilité des problèmes de l'école publique au fait que 10 % des élèves québécois fréquentent une école privée.

À l'instar des centres de la petite enfance, des cégeps et des universités québécoises, les écoles privées québécoises sont des OSBL autonomes, qui se démarquent par leur agilité pour répondre aux besoins des jeunes qu'elles accompagnent. C'est cette agilité qui leur permet de se démarquer et de fournir une éducation et un accompagnement apprécié par les familles.

Fin de la grève aux Autobus Gil-Ber et Germain Perreault

Steven Lafortune



Mardi matin, lors d'une assemblée générale extraordinaire tenue à Sainte-Julienne, le Syndicat des travailleurs des Autobus Gil-Ber a adopté une prolongation de sa convention collective et une trêve temporaire à 90%.

Chez le Syndicat des travailleurs des Autobus Germain Perreault, il a adopté la même chose à 80%, tous les deux par voie de scrutin secret.

La présidente du syndicat, porte-parole des deux unités syndicales et présidente du secteur transport scolaire de la fédération, Josée Dubé, a fait savoir que les conventions collectives ont été prolongées jusqu'au 30 septembre 2024, en plus d'une trêve temporaire.

En échange, les syndiqués auront une rétroactivité salariale de 6% au 1er juillet 2023, qui comprend la prime de 2 \$ l'heure instaurée à la suite du réinvestissement du gouvernement de 2022, d'une bonification de 3,8% au 1er juillet 2024, du retrait de deux échelons salariaux et d'une garantie de 39 semaines de travail pour toutes et tous.

Les négociations reprendront cet automne.

Courrier Laval

Transport scolaire: circuits touchés par la seconde grève à Laval

Par Corinne Prince

Le vendredi 3 mai, le Centre de services scolaires de Laval (CSSL) a avisé les parents du secteur de la possibilité d'une seconde grève lancée par les chauffeurs employés par l'un de ses transporteurs scolaires, Autobus Idéal.

Cette deuxième grève est prévue du vendredi 10 mai au jeudi 30 mai, si les deux parties ne parviennent pas à s'entendre d'ici là.

Le CSSL confirmera la tenue ou non de cette grève sur son site web au plus tard le jeudi 9 mai, en fin de journée.

L'ensemble des circuits touchés et écoles affectées par ce débrayage y sont également décrits.

Écoles concernées

75 circuits d'autobus seront touchés pour le transport des élèves vers l'école en avant-midi et cela monte à 86 pour le retour à la maison après les cours.

Cela signifie que des milliers de parents lavallois devront trouver une alternative aux autobus scolaires

afin d'assurer le transport de leur enfant vers l'école, pendant une vingtaine de jours.

«Dans ce contexte, nous sollicitons à nouveau la collaboration des parents des élèves concernés afin d'assurer exceptionnellement le transport de leur enfant pendant cette période, écrit le CSSL, sur son site web. Nous sommes conscients que cette situation hors de notre contrôle vient bousculer l'organisation familiale et nous remercions tous les parents de leur collaboration.»

Certaines mesures temporaires de soutien aux parents pourraient être mises en place lors de ces quelques semaines.

Les parents sont invités à contacter la direction d'école de leur enfant afin d'avoir plus d'informations, le cas échéant.

Rappelons qu'une première grève s'est déroulée du 16 au 30 avril et a affecté le transport scolaire de 38 écoles lavalloises.

Départs de plusieurs professeurs au Québec | « La tâche est lourde »

Alex Drouin



Crédit photo : courtoisie du CSSBF

La présidente du Syndicat de l'enseignement des Bois-Francs, Nancie Lafond, n'a pas été surprise d'apprendre que 4 880 professeurs ont remis leur démission depuis cinq ans à travers la province.

Lundi, le *Journal de Montréal* a rapporté que ces données avaient été compilées par le ministère de l'Éducation alors que celles-ci provenaient de tous les centres de services scolaires.

Mme Lafond a expliqué que ces nombreux départs ont plusieurs impacts dans le milieu de l'enseignement.

Notons que ces 4 880 départs ne touchent que les professeurs permanents, ce qui exclut les enseignants contractuels et les suppléants.

Express Drummond

Suspension de la maternelle 4 ans : les parents déplorent le «vide de service»

Par Emmanuelle LeBlond

ÉDUCATION. Le Comité de parents du Centre de services scolaire des Chênes (CSSDC) déplore le «vide de service» qu'occasionnera la suspension de près de 40 % des classes de maternelle 4 ans sur le territoire dès la prochaine rentrée scolaire.

En raison du manque d'espace dans les écoles primaires, l'organisation scolaire a décidé de suspendre sept groupes de maternelle 4 ans, sur un total de 18, lors de la prochaine rentrée scolaire.

Les écoles concernées sont les suivantes : Immaculée-Conception, Aux Quatre-Vents, L'Aquarelle, De la Marconi, À l'Orée-des-Bois, Bruyère et Sainte-Jeanne-d'Arc.

Ainsi, un total de 11 établissements scolaires offrira la maternelle 4 ans dans Drummond.

La présidente du Comité de parents, Marie Pier Bessette, se dit préoccupée. «Ce sont des classes qui étaient annoncées et pour lesquelles les inscriptions étaient déjà faites. C'est donc des familles à qui l'on va dire dans les prochaines semaines que leurs enfants n'iront pas à l'école en septembre.»

Sur une estimation de 238 élèves, un peu plus de 85 parmi eux ne pourront pas accéder à une classe de maternelle 4 ans, fait savoir le CSSDC.

La suspension de ces groupes n'est pas sans conséquence, d'après Marie Pier Bessette. «En théorie, les enfants vont rester dans leur milieu de garde. S'ils restent, ça ne laisse pas de place à de nouveaux enfants», soutient-elle.

Potentiellement, certains parents ne pourront pas retourner au travail, indique-t-elle. Et les enfants concernés se voient privés d'un tel service, ce qui peut freiner leur développement.

Cette dernière explique que la maternelle 4 ans permet aux jeunes qui vivent dans les milieux défavorisés d'avoir accès à des services éducatifs adéquats en petite enfance. Le programme Passe-Partout offre également un premier contact avec le milieu scolaire.

La suspension des groupes de maternelle 4 ans crée un trou de service, soutient Marie Pier Bessette. Selon elle, l'idéal serait de mettre en place des classes avec le programme Passe-Partout afin de minimalement tisser un filet social autour des enfants les plus vulnérables. «Le ministère ne permet pas d'avoir du financement pour une classe Passe-Partout lorsqu'il y a fermeture de maternelle 4 ans», dit-elle.

Notons que le programme Passe-Partout est actuellement offert dans deux écoles primaires, soit celles de Cyrille-Brassard et Saint-Eugène. Il n'est pas disponible dans les établissements scolaires qui proposent la maternelle 4 ans.

Manque de place

L'automne dernier, le CSSDC a déposé une dizaine de demandes à la Société québécoise des infrastructures du Québec, incluant des projets de construction et d'agrandissement d'écoles, afin de répondre aux déficits d'espace.

Le nombre d'élèves ne cesse de croître dans la région et les classes de francisation et d'accueil explosent.

L'organisation scolaire vise la construction de trois nouvelles écoles primaires, soit dans le secteur nord et sud de Drummondville et à Saint-Cyrille-de-Wendover. Des agrandissements d'établissements scolaires sont souhaités dans six établissements scolaires, dont cinq au primaire et un au secondaire.

Fin des toilettes mixtes dans les écoles : une décision hâtive selon Julie Lemieux



Archives Néomédia

Par Ginette Brisebois

Le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, a annoncé il y a presque une semaine, que c'était la fin des toilettes mixtes dans les écoles primaires et secondaires publiques, et ce, après qu'un comité des sages, sous la gouverne de la ministre de la Famille, Suzanne Roy, ait été mis sur pied en décembre dernier par la CAQ pour se pencher sur cet enjeu et divers autres liés à l'identification de genres. Julie Lemieux, présidente du conseil d'administration de LGBTQ2+ Vaudreuil-Soulanges, et mairesse de Très-Saint-Rédempteur, ne comprend pas cette décision hâtive.

En entrevue avec *Néomédia*, Mme Lemieux considère que les toilettes mixtes nouvellement construites avec des murs de bas en haut, et complètement fermées, respectaient vraiment davantage l'intimité que les anciennes toilettes ouvertes dans les parties supérieures et inférieures.

« *Même si la proportion de personnes trans et non binaires est évaluée à un dixième de 1 pourcent de 100 % de la population, il n'en reste pas moins que, selon moi, les toilettes mixtes avantagent tout le monde* », croit la présidente du c.a.

Elle ajoute : « *Il n'y a aucun espace dans les toilettes mixtes où des jeunes pourraient se placer pour intimider qui que ce soit.* »

« *Je pense que certaines personnes se sont offusquées en croyant que les toilettes mixtes ne favorisaient que les personnes trans et non binaires, mais ce n'est pas le cas, ça sert à tout le monde* », croit-elle.

Selon la présidente du c.a., cela vient en partie d'une polarisation d'un certain segment de la population vers la droite, et d'une irritation face aux personnes trans et non binaires.

Elle croit, comme plusieurs, que M. Drainville est allé trop vite, a cédé à certaines pressions, et aurait dû attendre le rapport du comité des sages prévu en 2025.

« Pour des changements d'une telle ampleur et qui s'inscrivent dans le long terme, on aurait dû attendre le rapport du comité des sages, consulter davantage, surtout les jeunes concernés et prendre le temps nécessaire; j'aurais aimé entendre les élèves, préfèrent-ils les toilettes mixtes? On ne le sait pas ».

Mme Lemieux souligne également le fait qu'il aurait été intéressant qu'une personne trans se joigne au comité des sages. *« Je connais Mme Roy, je suis la plus ancienne élue trans (11 ans) au monde. Je pense que ma contribution aurait pu être utile »*, conclut-elle.

Communiqué (s)



10E ÉDITION DE PRENDS LE VOLANT SUR TA VIE

Une initiative clé pour sensibiliser les finissants du secondaire à la conduite responsable

9 mai 2024

Du 8 au 10 mai 2024, l'Aréna Marcel-Bédard transformé pour l'occasion, accueille la 10^e édition de *Prends le Volant sur ta Vie*, célébrant l'engagement renouvelé de la Polyvalente de Charlesbourg et de ses partenaires envers la sécurité routière. À l'aube du bal de finissants des élèves de cinquième secondaire, cette expérience immersive est conçue pour stimuler la prise de conscience et favoriser le renforcement d'une réflexion approfondie quant à la conduite responsable.

Né d'un désir de promouvoir une gouvernance scolaire active, dans le contexte du Parlement des Jeunes de la Polyvalente de Charlesbourg, ce projet a été initié en 2006, en collaboration avec Mario Harvey, ancien enseignant d'univers social de la Polyvalente de Charlesbourg, des membres de la Société d'assurance automobile du Québec et Jean-Marie De Koninck, fondateur d'Opération Nez Rouge. Ce qui a commencé comme une simple journée de sensibilisation à la Polyvalente de Charlesbourg est rapidement devenue une expérience immersive de grande envergure rayonnant dans toute la Capitale-Nationale. De 2013 jusqu'à la fin de la présente édition, ce sont plus de 19 000 élèves qui auront assisté aux représentations de *Prends le Volant sur ta Vie*.

Expérience choc et prise de conscience

Au cours des cinq représentations de la 10^e édition, 2 647 élèves finissants de la Capitale-Nationale seront plongés au cœur d'un dramatique accident de la route avec vidéos, témoignages, musique et mise en scène théâtrale, illustrant l'impact potentiel d'un incident semblable sur leur vie. La reconstitution émouvante suit le parcours d'un jeune conducteur aux facultés affaiblies, de l'instant tragique de l'accident jusqu'à son processus de réhabilitation sociale afin d'exposer les répercussions physiques, émotionnelles, légales et sociales sur la victime, sa famille et le conducteur.

« En tant qu'urgentologue, je suis trop souvent témoin des tragédies résultant d'accidents de la route. Participer à cette activité de simulation, c'est une occasion de sensibiliser les jeunes à l'importance de la conduite responsable et de la prise de décisions éclairées. Avec nos partenaires, nous espérons leur montrer que chaque choix compte sur la route, et que derrière chaque statistique se cache une vie, une famille et un avenir », explique Dr Christian Malo, directeur médical du Programme de traumatologie au CHU de Québec-Université Laval.

« Le programme des traumatismes crâniocérébraux accueille des personnes accidentées de la route. Lorsqu'on entend dans les médias après un grave accident de la route qu'on ne craint plus pour la vie de la personne, on ne dit pas que sa vie sera changée, qu'elle vivra avec les séquelles de cet accident, et ce, malgré la réadaptation. On espère que cette activité de sensibilisation aura un impact chez les jeunes et qu'elle évite que leurs projets de vie soient bouleversés à jamais », soutient Paule Terreau, coordonnatrice clinique du Programme des traumatismes crâniocérébraux au CIUSSS de la Capitale-Nationale.

La sensibilisation pour la sécurité routière, un engagement régional

Des partenaires comme le Centre de formation en transport de Charlesbourg, le Centre de services scolaire des Premières-Seigneuries, la Coopérative des techniciens ambulanciers du Québec, le CHU de Québec-Université Laval, le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale, la Polyvalente de Charlesbourg, la Société de l'assurance automobile du Québec, la Ville de Québec et le Service de police de la Ville de Québec, ont collaboré au projet pour éveiller les élèves de 16 et 17 ans sur les conséquences d'une conduite automobile imprudente.

Pour plus d'information



Centre de services scolaire des Premières-Seigneuries

643, avenue du Cénacle
Québec Québec
Canada G1E 1B3
www.csdps.qc.ca